

Assemblée annuelle Fédération des Jeunes Agriculteurs
4 mars 2010
Espace Senghor - Gembloux

*Qu'attendent les jeunes agriculteurs européens de la future
Politique Agricole Commune?*

**Discours d'introduction (M. Gary VANVINCKEROYE –
Président de la FJA)**

*Madame la Ministre Sabine Laruelle,
Monsieur le Ministre Benoît Lutgen,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis agricultrices et agriculteurs,*

Tout d'abord je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue et je vous remercie pour votre présence nombreuse à cette assemblée.

Avant de vous présenter nos invités et la chronologie de la soirée, permettez-moi de vous livrer quelques réflexions sur le thème autour duquel nous avons choisi de débattre aujourd'hui: la Politique Agricole Commune, la PAC, et nos attentes par rapport à son avenir.

Tout le monde s'accorde pour dire que la PAC est sans doute la politique la plus intégrée au niveau européen. Elle est d'ailleurs à la base de la construction européenne et elle reste, encore aujourd'hui, l'une des seules politiques véritablement commune de l'Union.

Chacun aura pu le lire ou l'entendre, les premières discussions sur son nouveau projet de réforme "post-2013" ont déjà démarrées. Et certains n'ont pas attendu pour fait connaître leur positions. Et le moins que l'on puisse dire est les attentes sont nombreuses.

Pour débiter, nous devons nous rappeler qu'il serait illusoire de penser que l'avenir de la PAC ne peut se raisonner que dans le seul espace européen. La question des règles commerciales internationales, et donc de l'OMC, est incontournable. Si on s'éloigne de nos frontières, (ou bien que l'on se rend simplement en "terrain neutre", c'est-à-dire à Genève, au siège de l'OMC), on peut rencontrer de nombreux représentants nationaux ou privés qui veulent accéder à nos marchés solvables; on peut également en rencontrer d'autres (parfois les mêmes) qui dénoncent vigoureusement les subventions à l'agriculture, qu'elles soient couplées ou découplées.

Sur ce point, je voudrais ré-affirmer clairement notre position. Pour nous, la voie dans laquelle nous sommes engagés depuis 1992 et qui nous a conduit, de fil en aiguille, ou plutôt de réformes en réformes, des politiques de productivité et de prix garantis à une politique de compétitivité, et donc de bas prix, et d'aides n'est pas une voie profitable et appropriée pour les jeunes agriculteurs que nous représentons. Pourquoi? Parce qu'aujourd'hui, nous avons des prix parfois (ou souvent) inférieurs à nos coûts de production et que nous sommes dépendants des aides qui représentent jusqu'à 65 % de notre revenu (les chiffres en Région Wallonne viennent d'être publiés comme vous le savez). *(Si il y a des économistes dans la salle, et il y en a au moins un que nous avons invité (et il*

répondra certainement à cette question), peut-être pourront-ils nous donner leur avis sur ce modèle de développement de notre secteur?)

Et pourtant, depuis 3 ans il s'en est passé des choses, non? Une crise alimentaire (rappelons-nous l'envolée des prix qui ont engendré les émeutes de la faim fin de l'année 2007 – début 2008), une crise des prix que nous connaissons encore aujourd'hui (pas besoin de rappeler la situation des producteurs de lait ou des céréaliers) et qui a mené les agriculteurs plusieurs fois dans la rue (et je ne parlerais pas des crises dans d'autres domaines). Et pourtant, on a l'impression que la question de la régulation des marchés que nous souhaitons semble aujourd'hui se limiter à rechercher le plus petit dénominateur commun européen qui est celui de la gestion (qui peut se révéler coûteuse ceci dit en passant) des situations de crises et de l'instauration d'un "filet de sécurité minimum". Les autres instruments seraient de la responsabilité individuelle de chaque agriculteur (systèmes assurantiels divers et variés) ils sortent donc pratiquement du champs politique. Nous pensons que c'est une erreur fondamentale et nous continuerons à le dire quand l'occasion se présente.

Les prix doivent être stabilisés à des niveaux qui permettent aux agriculteurs de vivre de la vente de leurs produits, mais aussi d'investir en ayant confiance en l'avenir. On n'y arrivera pas sans règles. On n'y arrivera pas non plus avec des politiques "d'après-coups".

Pourquoi notre objectif devrait-il être de "conquérir des marchés" à tout prix? Et alors que nos coûts de production, nos normes environnementales et sociales sont parmi les plus élevées (et c'est tant mieux) de la planète? Nous ne sommes pas opposés au commerce, nous ne sommes pas opposés au marché, puisque nous en vivons! Mais concentrons-nous sur l'essentiel qui est de maintenir le maximum d'agriculteurs en activité sur des fermes transmissibles, d'assurer aux jeunes générations un avenir un peu plus serein et d'assurer la sécurité alimentaire des 500 millions de citoyens européens avec nos aliments de qualité.

C'est notre point de vue, mais nous ne sommes pas "naïfs, nous savons qu'il n'est pas nécessairement dans l'ère du temps, et qu'il n'est pas non plus partagé, loin s'en faut, par tous nos amis agriculteurs européens, mais cela n'est pas une raison suffisante pour abandonner.

Une autre question qui est également aujourd'hui sur la table dans le cadre des discussions sur l'avenir de la PAC après 2013 concerne ce qu'il est devenu d'usage d'appeler "les nouveaux défis" (entendez par là la manière dont l'agriculture devra à l'avenir davantage contribuer à la qualité des eaux et des sols, à contrer la perte de biodiversité ou encore à lutter contre le réchauffement climatique). Par rapport à cela je voudrais tout d'abord dire que, pour nous, il n'est pas impossible de concilier agriculture et environnement, plusieurs exemples pourraient l'illustrer. La PAC se doit de prendre en compte ces nouveaux objectifs. Mais nous voudrions également insister sur 2 points. Tout d'abord, n'oublions pas que nous sommes loin d'être dans une situation idyllique au niveau des prix et que les aides représentent un pourcentage élevé du revenu de nos agriculteurs, qu'on le veuille ou non (comme je l'ai dit toute l'heure). Les mesures complémentaires qui seront proposées pour répondre à "ces nouveaux défis" ne doivent pas mener les agriculteurs qui sont sensés les appliquer à la déconfiture. Deuxièmement, nous souhaitons également que de réels moyens soient engagés pour répondre à ces défis; et il n'y a pas que la PAC qui doit y contribuer!

Voilà pour les quelques premiers éléments de notre réflexion...mais, comme vous l'avez vus, nous ne sommes pas seuls! Laissez-moi vous présenter nos invités.

Aujourd'hui, nous avons décidé de partager nos points de vue en organisant une "table-ronde" "entre nous", c'est-à-dire entre jeunes agriculteurs européens qui représentent chacun leurs organisations nationales. Notre point commun (mais il y en a d'autres) est d'être membres du Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs, le CEJA.

Le CEJA, qui représente la voix de plus d'1 millions de jeunes agriculteurs des 27 Etats Membres de l'UE, est présidé par **Joris BAECKE**, un jeune agriculteur néerlandais, membre de l'organisation NAIK. Nous le remercions d'avoir répondu positivement à notre sollicitation. Nous avons demandé à **Joris** de nous expliquer comment les jeunes agriculteurs européens tentent de dépasser leurs clivages et

comment, concrètement, le CEJA travaille pour tenter d'influencer les décisions dans le dédale des institutions et des autres groupes d'influence qui gravitent à Bruxelles.

Autour du Président du CEJA, nous retrouverons, pour la **table-ronde**, les responsables

- o Français, avec **Samuel MARECHAL**, Vice-Président des JA
- o Néerlandais, avec **Wilco DEJONG**, Président des NAJK,
- o Espagnol, avec **Pedro NARRO**, de l'ASAJA,
- o et bien entendu, Belge, avec **Xavier DECOSTER**, Vice-Président de la FJA.

Nous les remercions vivement d'avoir accepté notre invitation. Qu'ils soient les bienvenus à Gembloux.

Nous avons également invité le Président des Jeunes Agriculteurs Slovènes, mais nous avons appris mardi qu'il avait malheureusement un empêchement de dernière minute et qu'il ne pourrait se joindre à nous (...)

Nous avons préparé une série de 3 questions qui leur seront posées, à tour de rôle, par **Vincent VANZANDE**. Vincent est vice-président de la FJA et s'est impliqué, avec d'autres, en participant à différents séminaires organisés par le CEJA. (*?? Il remplace(au pied levé) Inga Klawitter, l'actuelle secrétaire générale du CEJA, qui a malheureusement dû décliner notre invitation ??*) Je le remercie donc également très sincèrement d'effectuer ce délicat exercice d'animation.

Précisons qu'aujourd'hui, nous n'essayerons pas de gommer les divergences qui pourraient ressortir et de trouver le compromis (ce qui est l'usage lorsqu'on discute entre-nous au CEJA). Aujourd'hui, nous entendrons certainement des différences de points de vue et d'approche. Ces divergences doivent surtout (et c'est également l'un des objectifs de cette assemblée) nous rappeler l'importance d'être présents dans ce type d'organisation européenne, de dialoguer et de tenter de convaincre nos homologues européens en expliquant et en argumentant nos positions.

Nous aurons ensuite une séance de questions-réponses avec vous, vous qui nous avez fait le plaisir de nous rejoindre, pour écouter (pour vous informer) mais aussi peut-être pour questionner ou réagir. Vous aurez la parole (nous avons prévu une fiche sur laquelle vous pourrez indiquer votre question, et à qui vous l'adressez (toutes les questions ne pourront pas être posées durant cette assemblée mais je pense qu'il sera également possible de les poser après, le débat ne s'arrêtera pas ce soir vous l'aurez compris).

Mais avant d'arriver au cœur de ce congrès, et de donner la parole à nos invités agriculteurs, nous avons voulu organiser une session introductive qui sera organisée en deux temps.

Nous débiterons par l'intervention de **M. Pierre BASCOU**, qui est Chef de l'Unité "Analyse de la politique agricole et perspectives" au niveau de la DG-Agri de la Commission Européenne.

Nous savons que le nouveau Commissaire Dacian CIOLOS a annoncé un large débat qui débutera officiellement en avril pour se conclure fin 2010, ...mais il nous semblait important dès aujourd'hui de demander à M. BASCOU de nous livrer les grandes lignes des objectifs et des instruments que sa Direction Générale souhaite mettre en avant pour l'avenir de la PAC après 2013?

Nous poursuivrons avec l'analyse de **M. Jean-François SNEESSENS**, que vous connaissez certainement en tant que Secrétaire Général de la Confédération des Betteraviers Belges (CBB), mais qui est également professeur à l'Université Catholique de Louvain (UCL) (à la faculté d'ingénierie, biologique, agronomique et environnementale, et spécialisé dans les questions d'économie agricole.

Nous lui avons demandé de nous livrer son analyse, **critique**, des évolutions récentes de la Politique Agricole Commune.

Merci également à tous les 2 de nous donner ce premier éclairage.

...Enfin, les deux interventions (courtes mais certainement très instructives) de nos deux représentants publics, M. LUTGEN et Mme LARUELLE qui étaient initialement prévues APRES la table-ronde devront être avancées AVANT notre table-ronde....pour cause d'agenda de gouvernement wallon....

Malgré cet agenda chargé (...et flexible...), merci également à nos ministres d'avoir malgré tout tenus à être personnellement présents à cette assemblée...

Nous serons bien sûr particulièrement attentifs à leurs réponses, et nous leur demanderons notamment quels rôles ils peuvent avoir auprès de leurs homologues européens, et tout particulièrement dans le cadre de la Présidence belge, (qui débute en juillet), pour défendre des mesures de gestion de marchés réellement efficaces.

Enfin, et après notre table-ronde et le débat, le délicat travail de conclusion et le non moins délicat travail de vous mener au verre de l'amitié sera assuré par **Grégory ETIENNE**, Secrétaire Général de notre mouvement.

Avant de démarrer dans le vif du sujet, je voudrais également remercier ...
(...

Merci pour votre attention et bonne assemblée à toutes et à tous.

Monsieur **BASCOU**, à vous la parole.